

Concours : Deuxième concours

Epreuve : Note de synthèse

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Les Etats fixent les conditions d'octroi de leur nationalité : dès la naissance par le droit du sang ou le droit du sol, mais également après la naissance lors de changements de situations personnelles comme le mariage ou l'adoption (doc. 5).

En France, une personne née sur le sol français pourra demander à bénéficier de la nationalité française, tout comme elle pourra le faire suite à mariage ou adoption (doc. 8). Il n'est alors pas nécessaire de renoncer à sa nationalité d'origine, ce qui tend régulièrement à former des polémiques sur la multiplicité des liens de rattachement (Doc 8, Doc. 14)

Les modalités d'acquisition d'une nationalité supplémentaire s'accompagnent de réglementation pour une diminution des cas de cumul (I), alors que, parallèlement, des réflexions engagées pour une nationalité unique créent débat (II)

I) La réglementation de l'acquisition d'une nationalité supplémentaire en droit interne et en droit européen

A) Les conditions d'obtention de la nationalité française

Selon les articles 18 et 18-1 du code civil un enfant acquiert la nationalité française dès sa naissance si l'un au moins de ses parents est français. Il peut y renoncer 6 mois avant et 12 mois après sa majorité, sauf si le parent étranger devient français préalablement (Doc 1.).

Par ailleurs, il est possible de demander la nationalité française par déclaration avant ses 16 ans ou même avant ses 13 ans sous condition de résidence régulière sur le sol français (Doc 2.)

La binationalité est un choix également dont la manifestation pourra subir, pour le demandeur adulte

un contrôle de l'adhésion aux principes et aux valeurs de la République, dans certains cas (Doc. 10). En cas de refus d'une demande de naturalisation, le candidat bénéficie d'un recours devant le ministre de l'Intérieur, puis devant le tribunal administratif, la cour d'appel, la Cour de Cassation, et pour finir devant la Cour européenne des droits de l'Homme (Doc. 10).

La binationalité offre les avantages du pays d'origine ainsi que ceux du pays d'accueil (Doc. 4). Il en va ainsi en matière de divorce où le demandeur franco-marocain pourra choisir de saisir une juridiction marocaine, conformément à la Convention de 1981, s'il n'y a pas fraude de sa part (Doc. 15).

B) Les limitations des cumuls de nationalité en Europe

① La divergence des positions des pays européens malgré la Convention de 1963

La Convention de 1963 du Conseil de l'Europe a été ratifiée par 13 pays dont la France, dans un objectif de limiter les cas de binationalité. Cette convention est pourtant traitée de manière différente selon les Etats signataires qui tolèrent autrui le cumul (Italie, Portugal) quand d'autres instaurent une perte de l'ancienne nationalité (Espagne, Allemagne, Pays Bas) (Doc. 5) (Doc. 4). Cette convention a fait l'objet de deux protocoles en 1977 et 1993 pour faciliter le renouement, puis pour

② La Moldavie : une volonté de limitation de la double nationalité

du 24 avril 2010
Pour un arrêt de la Cour Européenne des droits de l'Homme, la Moldavie a été condamnée pour avoir porté atteinte à la binationalité d'un candidat aux élections. La Cour refuse la discrimination du candidat suite à une loi de 2008 interdisant aux bi-nationaux de se présenter comme députés (Doc. 12, Doc. 13) ⑤ Romano-moldave, forcé de renoncer à l'une de ses nationalités.

③ L'évolution de la réglementation allemande, d'un refus à une acceptation de la double nationalité

La loi allemande sur la nationalité de 1913 empêchait le cumul de nationalité, quand l'entrée en vigueur de la Convention a limité la reconnaissance à des cas exceptionnels comme pour les enfants nés d'un parent allemand et d'un parent étranger (Doc. 5).

En 2000, l'Allemagne a élargi l'acquisition de la nationalité

④ faciliter la conservation d'origine

au choix du sol, avec une obligation

N°

2/4.

d'option à majorité, sans quoi le mineur était supposé avoir renoncé à la nationalité allemande (doc 4). En juillet 2014, le parlement allemand a corrigé cette loi pour que les enfants immigrés puissent bénéficier de deux passeports, ce qui a divisé les allemands. Il ne peut, pour certains, n'y avoir qu'une seule nationalité, quand d'autres y voient le reflet d'une société multiculturelle (doc 6).

L'idée d'un choix d'une seule et unique nationalité a pu avoir son jour en France.

IV) La réflexion sur une réduction de la double nationalité en France

A) La bi-nationalité vécue comme un défaut d'allégeance au pays et à ses valeurs

Des 2011, les partis d'extrême droite revendiquaient la réduction ou l'interdiction de la double nationalité dans une lettre à tous les parlementaires, mettant la question au cœur des débats politiques (doc 14).

Mais ce sont les attentats terroristes de novembre 2015 qui ont activé la volonté d'inscrire ^{dans la Constitution} la déchéance de la nationalité française pour les bi-nationaux ayant commis un crime d'atteinte grave à la nation. La proposition de loi tendant à limiter les cas de double nationalité, a, quant à elle, en deux articles, envisagé la possibilité d'instaurer une option pour qu'il soit renoncé à la double nationalité en cas de naturalisation, mariage, ou naissance en France de parents étrangers. Cette proposition déposée le 24 février 2016 instaurerait un délai d'un an pour choisir, à compter de la réalisation de l'événement entraînant l'acquisition de la nationalité française. (doc 4).

Les démarches manifestent d'une perte de confiance ^{envers les bi-nationaux} et d'une remise en cause de l'égalité entre citoyens — que l'on soupçonne de ne pas porter allégeance aux valeurs de la République (doc 10, doc 11).

B) Une liberté de renoncement à la nationalité d'origine et une appartenance du bi-national

① La faculté de renoncement à sa nationalité d'origine

Dans l'état du droit actuel le bi-national est libre de renoncer à sa nationalité d'origine. Le demandeur indique les nationalités qu'il possède et s'il veut conserver les anciennes (Doc 2, Doc 7).
Il y a majoritairement conservation de la nationalité d'origine, quelle que soit le pays. (Doc 7).

② L'appartenance à la société et la double nationalité
En 2015, la double nationalité ne concernait que 5% de la population française (Doc 8). Si le projet de loi sur la déchéance de nationalité n'a pas été adopté, le poids sur les populations issues de l'immigration stigmatisées a pu peser, selon le sociologue Michel Wieviorka (Doc 11). Pour autant, être binational suppose peut être un attachement fort à ses origines, mais aussi un sentiment d'appartenance à la France pour plus de 80% des personnes jouissant d'une double nationalité (Doc 9) (tout comme les personnes ayant renoncé à leur nationalité d'origine, à hauteur de 87%).
Le bi-national bénéficie des mêmes droits que les autres citoyens français : droit de vote, droits civils et droits d'entrée et de séjour (Doc 14, Doc 8).

Puisque les doubles nationaux bénéficient des mêmes droits, les mêmes lois doivent pouvoir leur profiter, comme le revendique l'Association d'aide de défense homosexuelle pour l'égalité des orientations sexuelles. Après l'adoption de la loi pour le mariage pour tous, une circulaire interdisait le mariage d'un couple homosexuel mixte si la loi d'un des deux conjoints l'interdisait. Si la Cour de Cassation a autorisé un mariage franco-malgache entre personnes de même sexe^② la circulaire n'a pas encore fait l'objet de modification (Doc 16).

② conformément à l'ordre public international,